

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article12124>

Les drones, un marché d'avenir mais très concurrentiel

- Défense - International -



Date de mise en ligne : mercredi 25 novembre 2009

Spyworld Actu

Ils surveillent les réunions de l'OTAN, explorent les montagnes à la recherche de talibans en Afghanistan, et envoient des missiles sur Al-Qaida au Pakistan : les drones, ces avions espions sans pilote, sont un "équipement indispensable pour les forces armées", assurent les députés Yves Vandewalle (UMP) et Jean-Claude Viollet (PS), dans un rapport rendu public le 25 novembre. Sur ces équipements stratégiques, des choix urgents, politiques et industriels, doivent être faits "dès 2010", expliquent les deux parlementaires.

Les Etats-Unis, qui possèdent déjà plusieurs milliers de drones, devraient dépenser 3 milliards de dollars (2 milliards d'euros) dans ces programmes en 2010, quinze fois plus que la France. Celle-ci dispose de 50 mini-drones de "reconnaissance au contact", le DRAC (EADS), de 18 drones de renseignement tactiques (Sagem), et, depuis un an, de 3 drones de "moyenne altitude longue portée" (MALE), le Harfang, fourni par EADS et l'industriel israélien IAI. Paris ne dispose pas de drones de combat. La loi de programmation militaire 2009-2014 prévoit d'engager 524 millions d'euros sur ces équipements. Cela risque de ne pas suffire, assurent les députés.

Le marché, dominé à 70 % par les Etats-Unis, est estimé à plus de 35 milliards d'euros d'ici à 2017, pour 25 000 appareils. Troisième acteur après Israël, Paris doit continuer à investir et entretenir ses savoirs faire industriels, souligne le rapport. "La France a une armée de l'air de premier plan, qui couvre tout le spectre des compétences, explique M. Viollet. Il faut avoir les matériels pour les fidéliser et ne pas les perdre au profit d'autres pays."

Définir les besoins des armées

MM. Viollet et Vandewalle formulent des recommandations. Ils appellent d'abord les armées à vite définir leurs besoins. Ils demandent au gouvernement d'étudier un usage élargi des drones - défense, police, environnement, sécurité civile - afin d'en rentabiliser le développement. Et invitent les industriels européens, à cesser de se livrer une concurrence mortifère sur les mêmes produits.

Le DRAC, dont le contrat avait été notifié en 2004, connaît des difficultés : sur les 110 prévus, 25 ont été livrés à ce jour, et ils rencontrent des problèmes techniques. La question est posée de savoir s'il faut aller au bout de la commande ou choisir d'autres solutions. "Les armées ont besoin d'un système fiable et peu coûteux. Faut-il s'acharner, sachant que les forces spéciales en ont déjà acquis un autre, le Skylark israélien, et que l'offre commerciale est très large ?", interroge M. Viollet. Le drone tactique, lui, "donne satisfaction", mais ce matériel est déjà ancien. Il faudra le remplacer entre 2014 et 2016 pour éviter la "rupture capacitaire". Du matériel d'occasion canadien a d'ailleurs déjà été acheté.

C'est le drone de moyenne altitude longue endurance qui porte le plus d'enjeux politiques et industriels. Le Harfang, testé lors de la visite du pape à Lourdes en 2008, est déployé en Afghanistan depuis début 2009. Le système, arrivé avec cinq ans de retard sur le programme prévu, est "très performant", explique M. Viollet. Mais, avec seulement trois appareils et une station au sol, les besoins ne sont pas couverts. "L'armée n'a aucun moyen pour la formation et l'entraînement, qui se font en situation, en Afghanistan", regrette M. Vandewalle. Pour aller plus vite et perfectionner l'outil, des alliances sont à passer.

Le programme Advanced UAV, d'EADS, lancé avec les Allemands et les Espagnols est, lui, critiqué : il serait trop cher, et trop lent. Les députés soulignent que des coopérations bilatérales sont possibles avec les industriels israélien, britannique (BAE) ou américain (le fabricant du Predator, General Atomics). "EADS et General Atomics sont déjà en discussion pour adapter le Predator et les américains peuvent casser les prix", souligne M. Viollet. Enfin, faut-il déjà envisager d'armer les drones ? "Oui", répondent les parlementaires.

Les différents types d'appareils

- ▶ Mini-drones. Lancés à la main, ils volent 90 minutes. Portée : 10 kilomètres. Prix indicatif d'un système (avions + station au sol) : environ 200 000 euros.
- ▶ Tactiques. Souvent catapultés, ils peuvent voler entre deux et huit heures, jusqu'à 6 000 mètres d'altitude. Portée : 200 km. Prix : environ 30 millions d'euros.
- ▶ Moyenne altitude longue endurance. Pouvant être armés, Ils sont conçus pour évoluer 30 heures durant entre 5 000 et 15 000 mètres d'altitude. Rayon d'action : 1 000 km. Prix : 40 millions d'euros minimums.
- ▶ Haute altitude longue endurance. A ce jour, cette catégorie ne compte que le Global Hawk américain, non armé. Il vole 36 heures à 20 000 mètres d'altitude. Portée : 20 000 km.
- ▶ Encore en développement. Les microdrones (de quelques grammes à 2 kilos) et les drones de combat. Ces derniers qui peuvent évoluer à 12 000 mètres d'altitude et porter jusqu'à 2 tonnes ont une portée de 4 000 km.

Post-scriptum :

<http://www.lemonde.fr/economie/arti...>